

De Paris, à l'aube du mercredi 17 octobre 1951  
Lettre n° 1.965

25X1

Monsieur,

Hier, à Paris, on a parlé beaucoup des prix et/peu de politique. Avant de partir pour Saint-Brieuc, Pleven a arbitré la situation. L'accord s'est établi (voir mes "En vrac ...") pour la betterave, le colza, le riz et même pour le lait. Mais, dans la soirée, René Mayer remettait cet accord en cause pour ce dernier produit. C'est assez ennuyeux car, dans l'après-midi, les ministres paysans avaient communiqué à leur groupe et fait approuver par lui les prix auxquels le gouvernement était parvenu. Aussi, René Mayer demandant maintenant quelques modifications à l'accord sur le lait, l'Agriculture se révèle assez intran-sigeante. Mais il s'agit véritablement de peu de choses et il serait bien étonnant que le différend ne fût pas réglé rapidement. Toutefois, alors que les arrêtés fixant les autres prix figurent au Bulletin Officiel de ce matin, la publication du prix du lait subira encore vingt-quatre ou quarante-huit heures de retard.

Ces discussions sur les prix ont évidemment absorbé une grande partie de l'activité des milieux ministériels. Mais la politique ne perd pas ses droits. Il ressort de l'examen de conscience auquel les parlementaires du parti paysan se sont livrés qu'ils sont en parfait désaccord avec Pleven, lorsque celui-ci sollicite le soutien socialiste, car ils condamnent le marxisme, critiquent la gestion déplorable de la Sécurité sociale et le fonctionnement du secteur nationalisé. Bref, ils réclament de Pleven qu'il définisse une politique économique moins ambiguë et ils le réclament compte tenu des résultats, dont ils se félicitent, des élections cantonales. Il va de soi que ce rejet délibéré du soutien socialiste implique, pour les paysans, l'acceptation de principe d'une entente plus étroite avec le R.P.F. Les indépendants ont, sur le plan économique, une position analogue, sinon identique, à celle des paysans, mais ils sont moins gaullisants. Quant aux radicaux, qui sont tout le contraire d'un parti monolithique, ils définiront leur politique lors de leur très prochain congrès. Les herriotistes sont, certes, tout prêts à se rapprocher des socialistes, mais l'attitude d'ensemble du parti radical dépendra beaucoup de celle des indépendants et de la mesure dans laquelle ces derniers suivront ou non les paysans dans leur évolution vers le R.P.F.

Un groupe qui se sent menacé par les paroles prononcées hier par Herriot et qui se défend, chiffres en main, c'est le R.G.R. qui a, lui aussi, établi sa statistique cantonale personnelle et qui en a conclu que c'est lui qui possède le plus de conseillers généraux. Exactement 896, sur 3.022 que compte en France cette honorable corporation, les indépendants et les paysans en groupant 635, les socialistes 590, le R.P.F. 555, le M.R.P. 228 et les communistes 118.

Ainsi, chacun a tiré des élections cantonales des conclusions favorables à sa thèse ou à ses tendances. Pleven s'obstine à les considérer comme un succès gouvernemental. Le Bureau Politique du ministère de l'Intérieur en juge différemment et même inversement, car il estime indéniable que les électeurs ont, dans la mesure où ils ont voté avec une intention politique, voté pour un "changement". En tout cas, les partis en ont été remués et les tiraillements se feront nettement sentir au sein de la majorité gouvernementale dès l'examen du budget, je dirai même : surtout à l'occasion de cet examen.

La commission des Finances de l'Assemblée commence d'ailleurs aujourd'hui ses travaux qu'elle entend poursuivre d'arrache-pied, à raison de trois ou quatre séances par semaine, jusqu'à la rentrée de novembre. Elle devait entendre le président du conseil et les ministres économiques dès sa première séance, mais ces diverses auditions ont été, à la demande du gouvernement, ajournées au mois prochain. Cela n'empêchera vraisemblablement pas Paul Reynaud de prendre appui sur les élections cantonales pour raidir sa position d'orthodoxie financière et pour tenir la dragée haute au gouvernement.

Dans le domaine international, l'actualité est riche aujourd'hui. Au Conseil de Sécurité, Mossadegh rejette toute résolution britannique et le délégué soviétique fait savoir qu'il opposera son veto. "Ayez pitié de la misère de l'Iran, sinon le danger sera très grand", a déclaré Mossadegh, et les auditeurs ont perçu dans cette phrase une espèce de menace voilée. Il ressort de cette comédie, qui se déroule sur la scène des Nations Unies, que l'occasion a été fournie une fois de plus à l'U.R.S.S. de se poser en défenseur de l'opprimé et de gagner du terrain dans l'estime des pays arabes. Ces derniers se révèlent d'ailleurs de plus en plus audacieux. Après l'Egypte et l'Irak, la Syrie et le Yémen viennent de saisir l'O.N.U. du préteudu problème marocain. L'attitude de la France, lors des débats de la prochaine session, est, d'ores et déjà, à peu près fixée. La délégation française au Palais de Chaillet s'élèvera contre l'inscription à l'ordre du jour de la plainte arabe. Elle sera soutenue par les Etats-Unis, par l'Angleterre et plusieurs Dominions, par la Belgique et par d'autres puissances européennes, ainsi que, probablement, par plusieurs délégations d'Amérique centrale. Mais le bloc soviétique s'ajoutant au bloc arabe et aux Etats indépendants d'Orient, ce soutien ne suffira pas à faire une majorité. La prise en considération sera vraisemblablement obtenue par les plaignants. La suite sera toute simple. La délégation française quittera la salle de séance, lorsque le débat s'ouvrira sur le fond. La France tiendra ensuite pour lettre morte les résolutions hostiles qui pourront être prises à l'issue d'une délibération à laquelle elle aura refusé de participer. Elle se refusera également à accueillir toute commission d'enquête, dont la création pourrait être décidée. Les Etats arabes n'obtiendront donc, dans l'hypothèse qui leur sera la plus favorable, qu'une satisfaction théorique, dont le plus clair résultat sera d'apporter de l'eau au moulin des agitateurs locaux. C'est, du reste, tout ce qu'espèrent ceux-ci. La suite dépendra, à longue échéance, de la conjoncture internationale.

De l'Egypte, je ne vous entretiendrai guère. Vous connaissez les événements. Il est évident que si les Anglais veulent tenir la situation, ils en ont les moyens. Le contrôle du canal de Suez est trop important pour la défense occidentale pour que les Etats-Unis les gênent dans cette action et l'Egypte ne bénéficie pas, comme l'Iran, du voisinage de l'U.R.S.S. Tout en étant fort grave, cette affaire égyptienne ne présente donc pas, dans l'immédiat, un risque d'extension. Washington en tirera probablement des enseignements et la politique à base de business, menée depuis des années par Mac Ghee dans tout le Moyen-Orient, sera peut-être enfin jugée dans ses résultats.

Quant au meurtre de Liaquat Ali Khan, il est trop récent pour qu'on puisse déjà détecter sa véritable origine. La presse souligne l'anglophilie de Liaquat. C'est fort contestable, car, depuis plusieurs mois, dans la querelle Inde-Pakistan, Londres soutenait sournoisement New-Delhi, alors que Washington penchait plutôt pour Karachi. La disparition du Premier ministre pakistanais n'est donc pas, à proprement parler, une défaite anglaise. Elle est beaucoup plus simplement une

défaite occidentale, à laquelle avaient intérêt l'Inde et surtout l'U.R.S.S., effrayée des facilités données dans ce pays au système militaire américain.

Mais ces affaires moyen-orientales ont rejeté au second plan la protestation soviétique signifiée à la Norvège. Lors de la Conférence de Copenhague, en mars dernier, je vous ai signalé les accords passés par les Etats-Unis pour l'établissement de bases militaires au Groenland et dans de nombreuses îles disséminées dans ces régions arctiques. La querelle russe-norvégienne en est certainement le résultat et le ton employé par Moscou démontre assez que, pour les Russes, la menace est grave.

-----  
paul dehème

E N V R A C et E N B R E F

Betterave, sucre, colza, riz et lait. - L'arbitrage de René Pleven a donné ceci :

4.900 francs pour la betterave, pour une densité de 8 degrés 1/2. Pour le sucre, René Mayer accorde 3.625 francs par quintal pour les frais de transformation, alors que les professionnels désirent 100 francs de plus. Au départ des raffineries, le kilo de sucre passerait de 64 francs à 72 francs, soit une augmentation de 12 %. Au détail, l'augmentation ne serait plus que de 5 %. Pour le colza, le coefficient 2,1 jouera sur le prix du blé, sans la prime de modernisation, c'est-à-dire sur 3.445 francs. L'huile subirait alors une hausse de 12 francs par litre. Le prix du riz serait ramené, à la production, de 80 à 65 francs.

Pour le lait, le prix à la production sur lequel l'accord était intervenu était : du 15 octobre au 30 novembre : 28 francs; pour les mois de décembre, janvier et février : 30 francs; pour mars : 28 francs; pour avril : 26 francs; mai et juin : 23 francs; juillet : 24 francs; août et septembre : 26 francs. Hier au soir, René Mayer faisait savoir qu'il n'était pas d'accord, mais le différend ne joue guère que sur une période de 15 jours. Il semble que le barème ci-dessus pourrait être modifié pour les mois d'hiver, c'est-à-dire jusqu'au 1er avril, de la façon suivante : 15 octobre-1er novembre : 26; novembre : 28; décembre-janvier-février : 30; mars : 29. On remarquera que ce second barème, tout en laissant subsister jusqu'au 1er novembre un prix inférieur, donne en moyenne un prix identique à celui du barème arbitré par René Pleven.

Ce prix du lait est en discussion depuis bien longtemps, vous le savez. L'arrêté auquel il doit donner naissance est prêt, avec, évidemment, les chiffres en blanc. Il porte le numéro 21.898. Un deuxième arrêté, portant le numéro 21.899, sera publié en même temps et déléguéra aux inspecteurs généraux de l'Economic nationale compétence pour fixer les prix limites de vente au détail et les marges limites industrielles et commerciales afférentes au lait de consommation en nature. Ces deux arrêtés ont fait, en date du 11 octobre --alors qu'ils n'étaient pas publiés, puisqu'ils ne le sont pas maintenant-- l'objet d'un circulaire de Hugues, dont je tiens le texte à votre disposition.

--- L'U.D.S.R. tiendra son congrès à la fin de la semaine, à Marseille. Il est probable que son secrétaire général Lanet offrira sa démission.

--- Le Journal Officiel va publier un arrêté interdisant l'exportation des papier et carton non dénommés, en bobines et en feuilles, ainsi que ceux contenant plus de 80 % de pâte mécanique, présentés en rouleaux ou en bobinés, d'une largeur supérieure à 30 centimètres.

--- La C.G.C. se retire du Comité national des Prix.

I- SITUATION HERDOSA DE LA FRANCE VIS A VIS DES PAYS DE L'U.E.P.  
 Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050011-0  
 avec les pays non membres de l'Union Européenne des paiements

Situation au 27 Septembre 1951 En milliers

Pays	Monnaie de compte	Plafond prévu aux accords	Soldes compensés des comptes de la B. de Fr. et des Banques d'émission étrangères		En milliers	
			au 20 Septembre 1951	au 27 Septembre 1951	à n/débit	à n/credit
EGYPTE	LE	4.000		7.215		6.218
MEXIQUE	P.	43.225	37.271		39.002	
TCHECOSL.	CT	250.000		87.540		93.536
YUGOSLAVIE	D.	150.000	30.482		12.745	
ARABIE S.	FF		21.390		21.390	
ARGENTINE:						
C/central	FF	15.000.000		I.098.335		2.162.611
C/particul.	FF		5.756.332	I.405.690	5.756.332	I.405.690
BRESIL:						
C/ordinaire	FF	7.000.000	2.895.311		2.710.767	
C/spéciaux	FF		3.005.048	550.279	3.005.048	550.279
BULGARIE	FF		764			598
ESPAGNE	FF	I.750.000	604.917		616.079	
FINLANDE	FF	2.100.000	I21.160		429.893	
HONGRIE	FF	75.000		63.663		55.113
PEROU:						
C/attente	FF	35.000	50.540		38.732	
C/accord	FF		45.605		42.605	
POLOGNE	FF	I.785.000		I.782.117		I.781.895
BOLIVIE	S		4			4
CHILI	S					
EQUATEUR	S	500	I.018		852	
JAPON	S	3.000		863		446
PARAGUAY	S		45			41
URUGUAY	S	3.950		3.486		3.602

II- POSITION DE LA FRANCE VIS A VIS DES PAYS DE L'U.E.P.

Situation au 27 Septembre 1951 En milliers d'Unités de compte

Pays	Position bilatérale depuis le I <sup>o</sup> /7/50		Position bilatérale depuis le I <sup>o</sup> /9/51			
	au I <sup>o</sup> Septembre 1951	au 20 Septembre 1951	au 27 Septembre 1951	à n/débit	à n/credit	à n/débit
ALLEMAGNE		I03.122	9.383			9.395
U.E.B.L.	26.205		I2.477			I7.069
DANEMARK		23.627	845			813
HOLLANDE		36.963	7.436			8.382
ITALIE	57.331		6.329			9.789
NORVEGE		603	I.421			2.983
PORTUGAL	23.076		2.975			4.191
SUEDE		25.368	3.741			5.320
SUISSE		I0.445	2.453			4.427
ROYAUME-UNI	I.697			I59		I0.925
AUTRICHE		20.080	449			271
GRECE		I2.498	52			261
ISLANDE		405	I			I
TURQUIE		II.049	644			713
Totaux	I08.309	244.160	47.561	804	62.901	II.369
Soldes nets		I35.851	46.757		51.262	
Interêts		2.360				
Position cumulative	138.211		91.454		86.949	